Élections européennes : votons et faisons voter pour l'Union populaire !

La campagne de la France insoumise pour les européennes a confirmé une nouvelle fois sa capacité de mobilisation militante, bien au-delà de toutes les autres forces politiques, avec des meetings et des réunions publiques très fournis, une omniprésence des diffusions, des affichages, des porte-à-porte sur tout le territoire. De ce point de vue, la campagne est en elle-même un succès pour la FI. De plus, par son engagement sans faille pour un cessez-le-feu à Gaza et pour le soutien à la lutte du peuple palestinien, la France Insoumise a réussi le double exploit de s'adresser à de larges segments de la population non-blanche et de la jeunesse tout en étant la cible permanente des médias bourgeois et de la quasi-totalité du champ politique bourgeois, lui-même segmenté par différentes forces politiques opposées les unes aux autres. Le fait même d'avoir réussi à maintenir leur ligne politique assure aux député·e·s insoumis·e·s, dans leur grande majorité, une identité qui sera marquée dans le temps, en particulier dans les quartiers populaires qui s'étaient déjà largement mobilisés en 2022 pour l'élection présidentielle. Pourtant, rien ne garantit un succès électoral de la FI au scrutin des européennes. En effet : pour le mouvement, la clé réside toujours dans la mobilisation des abstentionnistes qui est, de fait, volatile. Si l'enjeu d'un score le plus haut possible est important , celui de la consolidation de l'organisation en vue des futures batailles est essentiel.

La polarisation du débat RN/Renaissance perturbée par l'effet Gluksman

La grande confrontation n'a pas lieu : la macronie ne peut pas, sur ce scrutin, incarner un adversaire solide face au RN. Les attaques sociales très dures menées depuis le deuxième mandat de Macron ont resserré et donc réduit la base, déjà étroite, des macronistes. Le RN, en ayant pris soin d'incarner depuis les législatives la posture d'une opposition de construction, sage et patiente capte une large partie des classes populaires qui détestent la macronie. Le PS et Place publique, bien qu'il ne s'agisse

sociologiquement pas des mêmes électeurs/trices, capte une autre part du vote de « l'aile gauche » macroniste. L'opération de sauvetage du PS grâce au lancement de la NUPES pour les législatives de 2022 a, de fait, porté ses fruits, puisqu'il pourrait passer devant la FI : cela confirme que la stratégie de la NUPES, au motif de gagner plus de député-e-s, était une erreur de la part de la FI, comme nous l'avions expliqué. Quant au PCF, il n'a plus le soutien des médias et s'enfonce dans le conservatisme. Partout, les principales listes concurrentes prennent en tenaille deux formations qui n'arrivent pas à faire face au rouleau compresseur : LR et EELV. Or, si la macronie exerce cette pression, elle la subit aussi – tout comme LFI. La cabale médiatique, juridique et politique menée contre les candidat·e·s (Rima Hassan en tête, qui subit une triple attaque politique, raciste et sexiste), les élu·e·s et Mélenchon ont forcément eu des effets escomptés : notamment celui de rendre le chef de parti infréquentable, en particulier avec l'aide d'accusations honteuses d'antisémitisme à son égard. De fait, une partie des électeurs/trices de la présidentielle de 2022, qui avaient voté Mélenchon dans une logique de « vote utile », n'iront pas voter pour la liste de Manon Aubry dimanche 9 juin.

L'extrême droite à la fois renforcée et fragilisée

Conjointement à la victoire du RN qui se profile, deux phénomènes ont lieu : la radicalisation continue du discours d'extrême droite par la voix, notamment, de Marion Maréchal et d'Eric Zemmour, et les débuts de clivages dans la direction du RN qui, face au phénomène Bardella, en vient à contester la légitimité de Marine Le Pen à être de nouveau candidate. En effet, si Bardella est l'héritier légitime de Marine Le Pen (qu'elle a déjà annoncé comme son futur Premier Ministre si elle gagnait le scrutin présidentiel), l'ascension du jeune cadre fait grincer en interne. Invisibilisant la cheffe historique depuis le lancement de la campagne, il se place comme potentiel candidat en 2027.

La radicalisation du discours d'extrême droite s'est de plus opérée sur l'intégration du parti dans le pacte occidental de soutien indéfectible à Israël : Marine Le Pen a récemment affirmé publiquement que le RN est un parti sioniste. En s'intégrant dans cette ligne idéologique, Le Pen annonce que son parti défend, de fait, le génocide à Gaza et le phare occidental du Moyen-Orient. Les positions géopolitiques se jouent dans une sorte de croisade perpétuelle où la civilisation occidentale doit faire aux « terroristes » et aux « barbares », principalement musulmans. L'antisémitisme structurel du FN se pare dorénavant d'une cape d'invisibilité islamophobe.

Elections, mobilisations, construction

En polarisant le débat autour du génocide à Gaza et de la nécessité d'y mettre fin dès maintenant, la FI a pu apparaître comme délaissant la question sociale, pourtant l'un de ses atouts. Ce n'est cependant pas la réalité : depuis la séquence des retraites, dans laquelle les député·e·s étaient largement investi·e·s, aucune bataille sociale n'a été ignorée. Pensons par exemple au soutien à la mobilisations dans les quartiers

populaires suite à l'assassinat du jeune Nahel par la police, à la mobilisation des agriculteurs/trices, à l'engagement contre la loi Darmanin, à la lutte pour un plan urgence de l'éducation dans le 93, sans mentionner la totalité des luttes locales. En plus du terrain parlementaire, la FI est présente dans les luttes, sur le terrain, au plus près des travailleurs et des travailleuses qui se battent pour des conditions de vie dignes. Mais l'urgence absolue face à l'horreur de Gaza a légitimement dominé les interventions de la FI, d'autant plus que l'organisation à dû faire face à la répression (convocations au tribunal, interdiction de meetings, sanctions parlementaires…) ainsi qu'à des attaques d'évènements militants par des groupes sionistes.

Au-delà des européennes, et face à une hostilité généralisée de la bourgeoisie et de ses relais, la FI peut-elle être une force d'opposition suffisamment structurée pour regrouper le bloc populaire dont nous avons besoin pour stopper les attaques que nous subissons ? Ce n'est pas encore le cas. Mais plus le score électoral sera haut, et plus l'organisation en sortira renforcée. Il sera nécessaire de solidifier les GA à la base, non seulement en vue des prochaines échéances, mais surtout pour les luttes quotidiennes et la conquête d'une plus grande influence politique dans les classes populaires.

Aujourd'hui, c'est dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses que la FI fasse le score le plus élevé possible, afin de dynamiser la construction d'une force de rupture avec une grande capacité d'action et d'influence[1]. Le 9 juin, votons et faisons voter pour la liste de la France Insoumise !

Notes

1Vous pouvez consulter nos divers articles sur l'implication de la TC dans la France Insoumise qui expliquent notre position de soutien critique à un mouvement réformiste, nos accords et nos divergences :
https://tendanceclaire.org/article.php?id=all&keyword=France-Insoumise

Tendance CLAIRE, le 6 juin 2024